

Avant d'être communiqué au Greffier de la Chambre des Communes suivant les dispositions de l'article 69(4) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

M. Gurdin en remplacement de M. Gass sur la liste des membres du Comité permanent de l'agriculture.

M. Stevens, Epp et Crowy (Hullax West) en remplacement de MM. Down, Cooper et Theaker sur la liste des membres du Comité permanent des pêcheries et de la chasse.

M. King et McCuish en remplacement de M. Scott (Hamilton-Wentworth) et Jolicoeur sur la liste des membres du Comité permanent des questions budgétaires et fiscales.

**État des rapports déposés auprès du Greffier de la Chambre**

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur le Bureau de la Chambre conformément aux dispositions de l'article 46(1) du Règlement, savoir:

Par M. Kaplan, membre du Conseil privé de la Reine: Copie d'un contrat, conformément à l'article 20(4) de la Loi sur le Ordénance royale du Canada, chapitre R-9, R.S.C., 1970, entre le gouvernement du Canada et la municipalité de Port Hawkesbury, dans la province de la Nouvelle-Écosse. (Texte français et anglais) — Document parlementaire n° 321-1/32D. (Déposé référé au Comité permanent de la Justice et des questions juridiques.)

Par M. Whelan, ministre du Conseil privé de la Reine: Rapport de l'Office canadien des provinces pour la campagne agricole terminée le 31 juillet 1981 ainsi que le rapport sur les ventes au détail y afférent pour l'année financière terminée le 31 mars 1982, conformément à l'article 22 de la Loi sur l'aide à l'information des ministres du Roi, chapitre L-9, R.S.C., 1970. (Texte français et anglais) — Document parlementaire n° 321-1/34C. (Déposé référé au Comité permanent de l'agriculture.)

À 18 h 14, la Chambre adjourne jusqu'à demain à 9 heures précises, en conformité des dispositions de l'article 2(1) du Règlement.

Notice having been filed with the Clerk of the House pursuant to Standing Order 69(4)(b), membership of Committees was amended as follows:

Mr. Gurdin for Mr. Gass on the Standing Committee on Agriculture.

— Messrs. Stevens, Epp and Crowy (Hullax West) for Messrs. Down, Cooper and Theaker on the Standing Committee on Fisheries and Hunting.

— Messrs. King and McCuish for Messrs. Scott (Hamilton-Wentworth) and Jolicoeur on the Standing Committee on Miscellaneous Estimates.

**Returns and Reports Deposited with the Clerk of the House**

The following papers having been deposited with the Clerk of the House were laid upon the Table pursuant to Standing Order 46(1), namely:

By Mr. Kaplan, a Member of the Queen's Privy Council: Copy of contract, pursuant to subsection 20(4) of the Royal Canadian Mounted Police Act, chapter R-9, R.S.C., 1970, entered into between the Government of Canada and the Municipality of Port Hawkesbury, in the Province of Nova Scotia. (English and French) — Sessional Paper No. 321-1/32D. (Deposited referred to the Standing Committee on Justice and Legal Affairs.)

By Mr. Whelan, a Member of the Queen's Privy Council: Report of the Canadian Livestock Food Board for the crop year ended July 31, 1981, pursuant to section 22 of the Livestock Food Assistance Act, Chapter L-9, R.S.C., 1970, together with the Auditor General's Report for the fiscal year ended March 31, 1982. (English and French) — Sessional Paper No. 321-1/34C. (Deposited referred to the Standing Committee on Agriculture.)

At 6:14 o'clock p.m., the House adjourned until tomorrow at 9:00 o'clock p.m., pursuant to Standing Order 2(1).

Le Président

JEANNE SAVVY

Secrétaire

Le greffier de la Chambre des Communes a déposé les documents suivants sur le Bureau de la Chambre conformément aux dispositions de l'article 46(1) du Règlement:

Par M. Kaplan, membre du Conseil privé de la Reine: Copie d'un contrat, conformément à l'article 20(4) de la Loi sur l'Ordénance royale du Canada, chapitre R-9, R.S.C., 1970, entre le gouvernement du Canada et la municipalité de Port Hawkesbury, dans la province de la Nouvelle-Écosse. (Texte français et anglais) — Document parlementaire n° 321-1/32D. (Déposé référé au Comité permanent de la Justice et des questions juridiques.)